



Appel à une puissante journée d'action, de mobilisations et de grève le 19 mars

La situation sociale en France est marquée par l'expression diverse et multiple d'un mécontentement social grandissant, par l'aspiration à une véritable justice sociale et fiscale, par la dénonciation des reculs sur les libertés publiques comme individuelles.

Alors que les annonces faites par le président de la République ou son gouvernement n'ont pas répondu aux attentes, alors que des lois portant atteinte aux libertés syndicales et à manifester sont votées, que les prix des produits de consommation courante continuent à la hausse, que la suppression de l'ISF n'est pas remise en cause, que le chômage progresse... Le « grand débat national » ne peut ni se substituer, ni contourner, ni encore moins être opposé aux revendications sociales et syndicales.

Pour les jeunes, les difficultés ne cessent de croître : sélection,

réforme du lycée et de la voie professionnelle, hausse des frais d'inscription des étudiant-es étranger-ères hors UE, progression de la précarité étudiante et gel des prestations sociales, ne font qu'attaquer le droit d'étudier.

L'école n'est pas une priorité pour Macron/Blanquer. La création des postes fléchés ne couvriront pas les besoins en territoire. Les salaires sont toujours bloqués avec des rémunérations au mérite et des rdv carrière qui donnent lieu à une évaluation finale totalement arbitraire, des réformes qui nuisent aux personnels et aux élèves.

Les agents de la Fonction publique et leurs missions sont au cœur des visées régressives du pouvoir exécutif. Macron souhaite légiférer par ordonnances dès juin 2019 contre le statut des fonctionnaires. Ce texte est porteur de reculs très graves pour l'ensemble de la

population aggravant encore les inégalités. Après le gel de la valeur du point d'indice et le rétablissement du jour de carence, c'est la casse du statut avec un recours massif aux contractuels synonyme de précarité accrue et d'affaiblissement de la garantie de neutralité des agents publics, la suppression massive des postes, l'accentuation des éléments individuels de rémunération favorisant le clientélisme, l'abandon des missions de service public, la mobilité forcée et le démantèlement des organismes consultatifs qui remettent en cause les mandats syndicaux

La loi « santé 2022 », c'est l'annonce d'une nouvelle dégradation de l'offre de soin. L'exercice partagé ville/hôpital ne bénéficie déjà qu'à l'activité libérale, excluant une grande partie de la population !

La coupe est plus que pleine : elle déborde ! L'heure est à la mobilisation de toutes et tous. Dans ce contexte, il s'agit de gagner l'augmentation des salaires, des pensions et des minimas sociaux, l'égalité femmes-hommes et un véritable droit à l'éducation et à la formation. Il s'agit aussi de renforcer notre protection sociale et notre système solidaire de retraite par répartition. **C'est dans ce but que nos organisations syndicales appellent à l'élargissement et l'amplification de la mobilisation sociale.**

**MANIFESTATION MARDI 19 MARS à 10H30 à
TARBES**

DEPART DE LA BOURSE DU TRAVAIL VERS LA PREFECTURE



Communiqué des organisations syndicales et de jeunesse

CGT, FO, Solidaires, UNEF, UNL, UNL SD

La situation sociale en France est marquée par l'expression diverse et multiple d'un mécontentement social grandissant, par l'aspiration à une véritable justice sociale et fiscale, par la dénonciation des reculs sur les libertés publiques comme individuelles. Le mouvement des gilets jaunes est l'expression récente de cette profonde crise sociale.

Alors que les annonces faites par le président de la République ou son gouvernement n'ont pas répondu aux attentes, alors que des lois portant atteinte aux libertés syndicales et de manifester sont votées, que les prix des produits de consommation courante continuent à la hausse, que la suppression de l'ISF n'est pas remise en cause, que le chômage progresse... Le « grand débat national » ne peut ni se substituer, ni contourner, encore moins être opposé aux revendications sociales et syndicales.

Pour les jeunes, les difficultés ne cessent de croître : sélection, réforme du lycée et de la voie professionnelle, hausse des frais d'inscription des étudiant-es étranger-es hors UE, progression de la précarité étudiante et gel des prestations sociales, ne font qu'attaquer le droit d'étudier.

En parallèle, le patronat, particulièrement celui des grands groupes, porte lui aussi une grande responsabilité dans l'exaspération sociale. C'est dans les entreprises et dans les services publics que les salarié-es sont considéré-es comme un coût et non pour ce qu'ils/elles sont : une richesse. C'est là que les conditions de travail se dégradent.

C'est partout que la précarité s'aggrave...

Dans ce contexte, il s'agit de gagner l'augmentation des salaires, des pensions et des minima sociaux, l'égalité femmes-hommes et un véritable droit à l'éducation et à la formation. Il s'agit aussi de renforcer notre protection sociale et notre système solidaire de retraite par répartition. Il s'agit enfin de répondre aux enjeux climatiques et environnementaux, tout en développant des emplois de qualité... C'est dans ce but que nos organisations appellent à l'élargissement et à l'amplification de la mobilisation sociale.

Partout sur le territoire, nos organisations engagent un travail en ce sens via des initiatives diverses dans les entreprises, dans les services publics et en prise directe avec les salarié-es, les retraité-es, les privé-es d'emploi et la jeunesse. Ainsi, nous placerons le débat là où il doit être.

Cette démarche s'inscrit dans le cadre de la construction d'une nouvelle journée d'action, de mobilisation et de grève le 19 mars prochain. Nos organisations -CGT, FO, Solidaires, UNEF, UNL- s'engagent à poursuivre un travail commun donnant des perspectives à la mobilisation sociale. **Nos organisations appellent à une puissante journée d'action, de mobilisations et de grève le 19 mars !**

Montreuil, le 12 février 2019